

Solidaires



Quand ajouter un « e » à INRA ne suffit pas

Branche INRAE

Début 2020, la fusion de deux organismes de recherche publique, l'INRA et l'IRSTEA, a donné naissance à l'INRAE, l'institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Le « E » qui s'ajoute au sigle INRA est présenté comme marquant l'ouverture déterminée du nouvel institut fusionné aux préoccupations liées à l'environnement et à l'écologie. Pourtant, au vu d'un article récemment remis en une des actualités de son site web (« Quelques idées fausses sur la viande et l'élevage¹»), le virage agroécologique annoncé par la direction générale de l'institut semble encore bien loin ... L'article source² a été publié en 2016 dans la revue de l'Académie d'Agriculture, qui a déjà été mise en cause pour ses liens avec le lobby agroalimentaire, puis dans V&PC "Viandes et Produits Carnés" qui est la revue des instituts techniques et centres des filières animales et de l'industrie de la viande.

Il existe aujourd'hui des constats qui font l'objet d'un consensus scientifique fort et c'est le cas notamment de celui concernant l'impact important du modèle agricole intensif, y compris de ses filières animales, dans les dysfonctionnements délétères que connaît notre planète³. Dans de nombreux pays tels la France, viande, œufs et produits laitiers sont essentiellement issus de systèmes agro-industriels. Leur consommation, beaucoup trop importante, est source de dérèglement climatique et d'atteintes à la biodiversité et à l'environnement, affecte la santé humaine et ne respecte souvent pas le bien-être des animaux. Face à l'urgence de la situation, de nombreux appels de scientifiques, citoyens et politiques demandent une diminution drastique de la consommation de produits animaux pour réduire l'empreinte de cette filière.

Pourtant, d'après l'article mis en avant sur la page d'accueil du site INRAE, le doute est toujours permis sur ces questions. Cette page web se présente comme une vérification (un « fact checking ») des généralisations abusives, simplifications et fausses bonnes idées sur la viande. Sous couvert de remettre un peu de science dans les débats portant sur les méfaits d'une consommation excessive de viande, l'argumentation a tôt fait de céder à son tour à des simplifications, raccourcis et omissions. Elle s'apparente moins à un éclairage des citoyens qu'aux stratégies de « manufacture du doute » souvent reprochées aux industriels.

Certes, comme le disent les auteurs de l'article, on ne peut pas tout mélanger et l'élevage bovin intensif américain en « feed lots » ne peut se comparer à nos verts pâturages. Mais ne pas rappeler que 80 % des animaux utilisés pour l'alimentation humaine proviennent d'élevages industriels, et illustrer l'article par une belle photo de vaches pâturant dans la montagne, est plus que partial ! Les élevages en plein air ne font pas oublier les conditions scandaleuses d'élevage hors-sol, la

¹ <https://www.inrae.fr/actualites/quelques-idees-fausses-viande-lelevage>

² <https://viandesetproduitscarnes.com/index.php/fr/112-economie-articles-complets/739-peut-on-encore-legitimement-manger-de-la-viande-aujourd-hui>

³ Expression SUD-Recherche sur le jour du dépassement : <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3150>

multiplication des fermes-usines, et les dégâts environnementaux de la filière porcine ... Cacher l'exploitation agroindustrielle derrière la ferme paysanne traditionnelle est un procédé aussi déloyal que de criminaliser la critique publique de ce système en faisant créer la « cellule Déméter » par le gouvernement⁴.

Par ailleurs, les auteurs ont raison de dire que les émissions de gaz à effet de serre liées à l'élevage proviennent essentiellement des ruminants, mais est-ce une raison pour tenter de minimiser ces émissions importantes, en les qualifiant de « rots de ruminants » ? Est-il utile de rechercher comme le font les auteurs, qui de l'élevage ou des transports est le plus gros émetteur de gaz à effet de serre, alors qu'il est indispensable de réduire les émissions de ces deux activités car la situation globale est catastrophique ?

Selon le texte de la DG INRAE, l'élevage n'utilise pas autant d'eau qu'on lui reproche. Mais les auteurs semblent oublier la consommation d'eau liée à la production de la nourriture donnée au bétail dans les systèmes industriels. L'agriculture est le premier utilisateur d'eau partout dans le monde. En France comme dans beaucoup d'autres pays, une partie de cette eau est prélevée pour irriguer les cultures, en particulier le maïs destiné à nourrir les animaux. Des grandes cultures, sèches ou irriguées, qui s'accompagnent d'une utilisation de pesticides qui contaminent ces mêmes milieux aquatiques pendant que les effluents des élevages industriels contribuent pour une part importante à leur eutrophisation. Les eaux sont également polluées aux antibiotiques vétérinaires. Minimiser les atteintes des filières de production animale intensive sur les milieux aquatiques est incompréhensible pour tous les chercheurs travaillant sur ces questions.

L'article affirme ensuite que 86 % de l'alimentation animale n'est pas consommable par l'homme. En effet nous ne mangeons que peu de feuilles, d'herbes et de co-produits de culture. Mais cette nourriture est pour une part importante issue de plantes cultivées spécifiquement pour l'alimentation animale. C'est le cas du maïs pour lequel des régions entières ont été remembrées, avec pour conséquence la disparition des haies et des bocages qui a fortement contribué à l'effondrement constaté de la biodiversité. C'est aussi le cas évident du soja, importé massivement pour constituer la ration protéique des animaux dans les systèmes industriels. Or le soja est responsable d'une déforestation massive⁵ en Amérique du Sud avec des conséquences dramatiques en termes d'empreinte carbone, de perte de biodiversité⁶ et de spoliation des terres des populations locales à la santé menacée. Notons que les auteurs considèrent comme positive la valorisation par l'élevage des sous-produits des « biocarburants » !

Les auteurs oublient également de mentionner le bilan social désastreux des filières animales intensives : surendettement des paysans, lien homme-animal distendu par la concentration des élevages, salariés surexploités des abattoirs, pauses-pipi chronométrées et travail en 3x8 par 5°C dans les usines de transformation sous le régime de conventions collectives minimales ... tout cela pour casser les prix à l'export ou dans nos supermarchés.

Alors qu'il est urgent de considérer toutes les solutions pour arrêter le désastre écologique et climatique actuel, la mise en première page du site INRAE de ce texte semant le doute dans un consensus scientifique pourtant bien établi sur la nécessaire réduction des produits animaux constitue un très mauvais message envoyé à la société civile.

⁴ <https://reporterre.net/Demeter-la-cellule-de-la-Gendarmerie-qui-surveille-les-opposants-a-l-agriculture>

⁵ Expression SUD-Recherche sur l'alimentation animale et la déforestation : <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3152>

⁶ Contribution SUD-Recherche sur la biodiversité : <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3116>

A l'heure où des éleveuses et éleveurs luttent pour défendre des modes de production vertueux et conforter des filières durables en polyculture élevage, condition de la transition agroécologique, il est inacceptable que la direction générale de l'INRAE se livre à une entreprise de désinformation par l'amalgame et l'omission. Avec d'ailleurs une certaine suite dans les idées : en janvier 2019, l'INRA publiait déjà à la une de son site un texte intitulé « Peut-on diminuer la consommation de viande sans risque pour la santé ?⁷ » qui faisait la part belle au discours des filières, et qui surtout était estampillé « avis scientifique », notion extrêmement vague, non référencée dans la gamme des travaux d'expertise menés par l'INRA avec une méthodologie explicite. En pleine élaboration du schéma stratégique INRAE 2030 nous demandons le retrait immédiat de ce texte du XXe siècle du site internet de l'INRAE. En tant que salarié·e·s de la recherche publique et en tant que citoyen·ne·s nous sommes sensibles aux ravages de l'élevage intensif montrés dans le film criant de vérité « Au nom de la terre » et nous réclamons que la recherche publique se mette enfin au diapason. Quand en finirons-nous du soutien historique de l'INRA au modèle productiviste agricole⁸ ? Alors, après la fusion avec l'IRSTEA, INRAE ou INRAe ?

⁷ Texte intégral : <https://www.inrae.fr/actualites/quels-sont-benefices-limites-dune-diminution-consommation-viande>

⁸ Lettre ouverte de SUD-Recherche au PDG de l'INRA : <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2999>